INSTITUTIONS & DÉMOCRATIE · FICHE MESURE

Réactiver le Service national

Réactiver le Service national : combien ça coûterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
17,5 Md€	**17 Md€**	**-3,4 Md€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans	soit –17 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public

Vecteur juridique : Loi ordinaire (abrogation partielle loi 1997-1019) + décrets + accord interministériel Défense/Intérieur

Résumé

Tous les jeunes Français, filles et garçons, accomplissent 8 semaines obligatoires de service national après le baccalauréat (18-19 ans), avant l'entrée dans l'enseignement supérieur ou la vie active. Un tirage au sort national répartit la cohorte annuelle en deux moitiés : une voie « préparation militaire et défense » (350 000/an), une voie « service civique et public » (350 000/an). Dans chaque voie, le jeune choisit la mission qui l'intéresse. Pas d'évitement facile, soupape étroite encadrée par une commission pour les rares situations exceptionnelles. Coût annuel : ~3 Md€.

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~17,5 Md€

- Hébergement, nourriture, équipement (~3 500 €/jeune × 700 k × 5 ans) : ~12 Md€
- Encadrement (~25 000 ETP supplémentaires pour les armées et le service civique) : ~3 Md€
- Remise à niveau des infrastructures (casernes, centres de formation, internats requalifiés) : ~2 Md€
- Indemnité forfaitaire 800 €/jeune × 700 k × 5 ans : ~2,8 Md€ (déjà inclus dans le coût hébergement/équipement)
- Plateforme nationale d'affectation : ~150 M€
- Communication grand public et préparation : ~350 M€

Économies brutes sur 5 ans : ~500 M€ (modeste)

- Substitution partielle à des missions de service civique actuel (~80 M€/an actuellement) : ~400 M€
- Renforts opérationnels pour la sécurité civile en crise climatique (économie sur les coûts de mobilisation d'urgence) : ~100 M€

Coût net sur 5 ans : ~17 Md€, soit ~3,4 Md€/an en moyenne en régime de croisière.

Position d'honnêteté : c'est une mesure **d'investissement national net**, pas d'économie. Le rendement budgétaire direct est nul ou négatif. Le rendement attendu est en **cohésion sociale, capacités de défense et de sécurité civile, formation citoyenne, et opinion publique**. Modèle suisse de référence : 2 % du budget fédéral consacré au service militaire, considéré comme un pilier identitaire.

Financement : la mesure devra être absorbée dans le budget national. Au sein du programme, elle est financée principalement par les économies dégagées par la mesure E1 (réforme paramétrique des retraites, ~50 Md€ sur 5 ans). Cette articulation budgétaire fait que la mesure E1 (réforme retraites) devient le verrou financier de tout le programme : sans elle, le service national n'est pas finançable proprement.

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire de la loi de réactivation. Décrets d'application. Lancement du chantier d'infrastructure (casernes, internats, centres de formation). Recrutement et formation des 25 000 encadrants supplémentaires. Communication grand public massive sur la philosophie et les modalités.
- **An 2.** Première cohorte test sur ~50 000 jeunes (10 départements pilotes) à l'été. Premier tirage au sort national. Mise en service de la plateforme d'affectation. Bilan opérationnel à 6 mois.
- **An 3.** Montée en charge à ~300 000 jeunes. Couverture nationale partielle. Premier vrai bilan stratégique : taux d'absence, taux d'incident, qualité des missions, satisfaction des jeunes, retours des armées et du service civique.
- **An 4.** Cohorte complète : ~700 000 jeunes. Régime permanent atteint. Évaluation indépendante par la Cour des comptes et France Stratégie.
- **An 5.** Bilan public complet : effet sur la cohésion nationale (enquête de référence), sur les effectifs de la réserve militaire et des sapeurs-pompiers volontaires, sur l'insertion professionnelle. Arbitrage sur d'éventuelles évolutions (durée, modalités du tirage au sort, voies disponibles).

Indicateurs de succès

- Taux de présentation au service (objectif : > 95 % la première année, > 98 % en régime permanent).
- Nombre de soupapes exceptionnelles accordées par la commission indépendante (objectif : < 0,5 % de la cohorte).

- Évolution des effectifs de la réserve militaire opérationnelle (objectif : 74 k → 100 k en 5 ans).
- Évolution des effectifs de sapeurs-pompiers volontaires (objectif : stabilisation puis hausse de 10 % en 5 ans).
- Satisfaction des jeunes après service (enquête à 1 mois et 1 an).
- Effet sur l'insertion professionnelle des jeunes (taux d'emploi à 12 mois après le service).
- Indicateurs de cohésion nationale (enquête INSEE / CREDOC sur le sentiment d'appartenance).
- Coût net pour les finances publiques (suivi annuel sur data.gouv.fr).

Public cible

Cohorte annuelle : ~700 000 à 800 000 jeunes par génération (filles + garçons), dont environ ~650 000 bacheliers et ~150 000 non-bacheliers entrant directement dans la vie active ou en formation pro.

En régime permanent : sur 5 ans cumulés, ~3,5 à 4 millions de jeunes seront passés par le service national.

Pas de rétroactivité : la mesure ne s'applique pas aux jeunes déjà en études supérieures ou en activité au moment de l'entrée en vigueur (pas de "rattrapage" des classes 1995-2005 qui n'ont pas connu le service).

Sources

- Loi du 28 octobre 1997 portant réforme du service national (suspension) — https://www.legifrance.gouv.fr
- Service National Universel — Documentation officielle 2024 — https://www.snu.gouv.fr
- Ministère des Armées — Rapport annuel sur la réserve opérationnelle 2024 — https://www.defense.gouv.fr
- Cour des comptes — Rapport sur le SNU et la politique de cohésion jeunesse 2023 — https://www.ccomptes.fr
- Comparaison internationale : Suisse (DDPS), Suède (Pliktverket / Försvarsmakten), Norvège (Forsvaret) — https://www.vbs.admin.ch — Modèles européens contemporains de service obligatoire mixte.
- Préambule de la Constitution de 1946, alinéa 5 (devoir de travailler) et Déclaration de 1789 (égalité, liberté de conscience) — https://www.conseil-constitutionnel.fr
- CEDH — Article 9 (liberté de conscience) et jurisprudence sur les services obligatoires — https://www.echr.coe.int

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/service-national-obligatoire-tirage-au-sort/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.